

La promesse d'avènement de nouveau monde sera-t-elle au quinquennat Macron ce que celle de l'inversion de la courbe du chômage a été à celui de Hollande ?



La France pays "irréformable", serait finalement réformable selon Emmanuel Macron. Mais derrière l'espoir qu'a suscité son élection, la machinerie politique semble connaître quelques défauts préjudiciable à la marche forcée préconisée par notre nouveau président.

Avec Erik
Neveu

Atlantico : Après son livre "Révolution" ou ses déclarations de campagne "La France est un pays irréformable, mais nous ne proposons pas de le réformer. Nous proposons une transformation complète, radicale". Emmanuel Macron s'est imposé au travers d'une rhétorique de promesse d'un nouveau monde. Pourtant, les premiers pas du quinquennat, entre les problèmes rencontrés par le Modem, le couac gouvernemental entre Nicolas Hulot et Stéphane Travert, ou le décalage de certaines réformes, comme la baisse de charges ayant pour objectif de remplacer le CICE, laissent penser que la réalité vient rattraper les promesses de campagne. Quel risque peut courir Emmanuel Macron de voir sa promesse de "transformation radicale" se transformer en un sparadrap ressemblant à la promesse d'inversion de courbe du chômage faite par François Hollande ?

Erik Neveu : Il existe tant parmi les électeurs d'Emmanuel Macron que les nouveaux députés une composante qui a le désir de changements radicaux du style politique, de nouvelles politiques publiques, qui veut vraiment être « En Marche ». L'émotion exprimée par certains élus, des formes de 'frais parler' le suggèrent. Mais si on raisonne à partir de la froideur des faits et non depuis le petit nuage de Macron-mania sur lequel flottent beaucoup de commentateurs on peut revenir à une vision plus lucide. Si Macron et « En marche » avaient suscité une immense ferveur nationale pour une « Révolution », ils auraient obtenus les suffrages de plus de 20% des électeurs...et encore dans ces 20% a pesé un fort vote utile, anti Le Pen plus que d'adhésion. Il faut soit beaucoup de naïveté, soit beaucoup d'inculture politique pour penser qu'un pur produit de l'ENA, de la banque et de l'Élysée va déclencher une « Révolution ». La majorité de la population ne saurait donc être déçue de ne pas voir les contours d'un « nouveau monde » qu'elle n'attend pas de ses nouveaux élus. Cela n'exclut nullement que les nouvelles équipes au pouvoir puissent susciter des changements significatifs. On en discerne déjà avec la réforme du code du travail qui se dessine comme beaucoup plus radicale dans la remise en cause d'une série de règles et de protections que l'était la controversée loi El Khomri. On le voit dans des réformes fiscales annoncées (fiscalité locale, sortie des patrimoines financiers de l'assiette de l'ISF). On a peut être pas encore perçu le virage symbolique de la transformation annoncée de l'usage du cannabis en simple contravention – ce qui doit aussi être un énorme allègement des procédures pour les policiers. Sans cotiser au mythe du changement radical, il n'y a pas de raison de considérer à priori que Macron ne peut pas apporter à certains de ses soutiens sociologiques (citons les start-upers, cadres, titulaires de haut revenus, mais aussi des jeunes à fort niveau de diplôme soucieux d'évolutions accentuées des mœurs) de vrais changements, des réformes qui soient

La difficulté politique de réaliser une réelle transformation de la vie quotidienne des français, de leur niveau de vie, et ce, dans une période de crise, n'est-elle pas déjà un problème pour Emmanuel Macron ? Cette difficulté posée par la réalité n'est-elle pas un appel politique à surinvestir dans la communication ?

Il est toujours difficile de définir un seuil du sur-investissement dans la communication. L'opération risque de révéler autant des sympathies et antipathies de celui qui parle que des pratiques du dirigeant concerné, d'autant qu'une forme d'activisme communicationnel est une obligation pratique du métier politique. On peut accorder au nouveau Président beaucoup d'habileté dans le maniement des symboles depuis le shake hand offensif sur Trump, via la participation à des rituels d'Etat qui suggèrent la dimension sacrée du politique (Oradour...), et jusqu'au récents jeu de tennis en fauteuil roulant ou tweet sur la « France Arc-en Ciel ». L'habileté médiatique devient vite perçue comme habiletés, au sens d'artifices ou de cosmétique, si des actes ayant des effets pratiques sur la vie des populations visées ne suivent pas. Soutiens et critiques de la nouvelle majorité auront l'occasion de juger sur les faits dans les mois à venir. Mais on peut au moins observer qu'il est bien difficile de se dégager de l'ancienne politique qu'on montre du doigt. C'était voici une semaine des ministres accusés – mais aussi présumés innocents- de petits arrangements avec les ressources du parlement Européen qu'on reprochait trois mois avant au Front National. C'était hier mardi 27 juin l'élection de François de Rugy à la présidence du Parlement. L'homme à assurément une bonne connaissance de l'institution où il fait son troisième mandat et la maîtrise de nombreux dossiers. Mais quelle drôle de nouveauté et d'exemplarité éthique que de promouvoir un élu aux fidélités fluctuantes qui après s'être engagé par écrit à respecter le verdict de la primaire de gauche où il participe, piétine cet engagement quelques semaines plus tard. Communiquer est en effet un impératif quand il faut présenter du recyclé ou de l'ancien comme du neuf, flouter la frontière entre le dire et le faire.

Dans quelle mesure l'électorat d'Emmanuel Macron peut-il être conscient de cette situation d'un discours de rupture sans rupture réelle ? En quoi la sociologie de l'électorat d'Emmanuel Macron, (82% des cadres à la présidentielle, 81% des bac +3, ou 75% des personnes ayant un revenu supérieur à 3000 euros) peut-elle laisser penser à une volonté de simple révolution d'apparence ? Avec quel risque pour le reste de l'électorat ?

Rien ne permet de dire à l'heure actuelle que les choix politiques qu'exprime l'équipe gouvernementale soient contraires à des espoirs, attentes et intérêts des électeurs cœur que vous évoquez, où il faudrait aussi intégrer nombre de jeunes entrepreneurs ou auto-entrepreneurs. Ces groupes demandent moins une rupture politique radicale qu'un recul sensible d'un certain nombre de règles et contraintes qui impactent les activités économiques, qu'un allègement de leurs contributions fiscales. C'est aussi de là que peut venir une première tension. Comment bouger les curseurs des réformes fiscales pour que le haut des classes moyennes ne subisse pas des prélèvements accrus avec le sentiment que les changements profitent d'abord aux plus riches (qui va continuer à payer la taxe d'habitation ? Le beau vocable d'entrepreneur ne masque-t-il pas souvent une institutionnalisation du précaire ? Suffit-il de gagner plus de 3000 euros pour avoir un patrimoine mobilier et profiter de réformes annoncées?). Comment aussi permettre des réformes de société (l'extension de la PMA par exemple) que soutiennent des jeunes urbains et diplômés mais dont certaines révulsent une partie des classes supérieures plus âgées, moins liées aux grandes métropoles qui ont aussi apporté des voix au président élu. L'autre défi tient en effet à la position des plus de 70% de français qui n'ont pas voté, ou voté pour des candidats nettement opposés à « En Marche ». Ils ne sont certes pas oubliés, dans leur composante populaire, par les engagements présidentiels sur la hausse de leur pouvoir d'achat, la relance de l'emploi par plus de flexibilité. Mais, dans l'attente d'actes et de leur effets ces groupes oscillent souvent entre trois postures. L'indifférence de ceux qui n'espèrent plus rien. Le scepticisme de ceux à qui on ne la fait plus – qui se souvient des discours prometteurs par M Yvon Gattaz (le père de Pierre) en 1986 annonçant au nom du patronat la création de 400 000 emplois avec la fin de l'autorisation administrative de licenciement ? Et qui a vu ces emplois ? Ces postures désinvesties peuvent aussi, sur un événement imprévisible, une mesure qui exaspère se transformer en colère... les matériaux combustibles ne manquent pas dans une société française très inégalitaire, où déprimés et ressentiments s'accumulent.